



Évaluation Nationale de la Sécurité Alimentaire (ENSA)

République Centrafricaine

Note de synthèse

Décembre 2019



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
CLUSTER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Renforcer la réponse humanitaire



Plus de 2 ménages sur 5 sont en insécurité alimentaire

La République centrafricaine (RCA) souffre de carences structurelles profondes qui se sont aggravées depuis la crise de 2013. Classée en 188^{ème} place sur 189 pays selon l'Indice de Développement Humain (IDH 2018), la République centrafricaine a connu un conflit en 2013 qui a entraîné une crise sécuritaire majeure et a causé une chute de 37 pour cent du produit intérieur brut (PIB).

La majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté, le chômage est élevé, l'accès aux services d'éducation et de santé de base n'est pas assuré, il existe de très fortes inégalités et l'espérance de vie à la naissance est la deuxième la plus faible au monde. L'indice d'inégalité entre les sexes pour la RCA est de 0,648 ce qui illustre des disparités entre genre qui sont très importantes.

En février 2019, un accord de paix a été signé entre le gouvernement de la République centrafricaine et les 14 groupes armés qui contrôlent près de deux tiers du territoire. Cependant, la mise en œuvre de cet accord, bien que soutenu par la communauté internationale, reste incomplète et la violence continue de faire encore rage dans plusieurs régions du pays.

Le mécanisme de réponse rapide (RRM) a permis de dénombrer approximativement **91 incidents** de sécurité ayant entraîné des déplacements de populations de janvier à décembre 2019 comparé à 81 alertes en 2018. L'activisme des groupes armés dans la grande partie du pays a entraîné des mouvements pendulaires des populations surtout en direction des chefs-lieux des préfectures, donnant lieu à des zones à haute concentration de déplacés. Selon le dernier rapport de la Commission des mouvements des populations (CMP) de décembre 2019, le nombre de personnes déplacées internes est de **687 191** personnes déplacées dont 216 765 personnes sur des sites de déplacés internes et de 470 426 personnes dans les familles d'accueil.

Ces déplacements et les violences qui surviennent dans plusieurs zones du pays sont les causes principales de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de la population. Il est important de continuer de conduire des évaluations de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que de l'évolution des moyens d'existences afin d'assurer une bonne planification des interventions visant à améliorer l'accès à une nourriture saine et nutritive et prévenir une détérioration ultérieure de la situation humanitaire.

Méthodologie

La coordination et la mise en œuvre de cette évaluation a été assurée par l'Institut de Statistique (ICASEES), avec l'appui technique et financier du PAM et de Cordaid, OXFAM et Solidarités International.

Cette enquête a été conduite en octobre-novembre 2019 sur la base d'un échantillon de 4 315 ménages et 348 villages couvrant toutes les préfectures du pays, y compris Bangui. L'objectif de cette évaluation est d'évaluer l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire depuis 2018.

Les résultats de cette étude sont représentatifs au niveau préfectoral.

SITUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Plus de 2 ménages sur 5 sont en insécurité alimentaire en RCA

La situation de la sécurité alimentaire reste très préoccupante en République centrafricaine. Les résultats de l'Évaluation nationale de la sécurité alimentaire indiquent qu'environ **44 pour cent** de la population est en insécurité alimentaire, soit **2 millions** des personnes.

Environ **301 000** personnes, soit 6 pour cent de la population, sont en insécurité alimentaire sévère. Ces ménages ont une consommation alimentaire très déficiente (très peu diversifiée et insuffisante), ils sont très vulnérables économiquement et recourent à des stratégies de survie telles que la vente de petit bétail dont des femelles reproductrices ou la consommation des stocks de semences ce qui menacent de manière irréversible leurs moyens d'existence.

Par rapport à l'ENSA réalisée en 2018, l'insécurité alimentaire globale a baissé de 6 points de pourcentage, passant de 50 pour cent à 44 pour cent, traduisant une très légère amélioration.

La proportion élevée d'insécurité alimentaire continue d'être imputable aux effets cumulatifs des affrontements intercommunautaires, des déplacements récurrents de population et à la longue période d'épuisement des actifs.

Tous ces facteurs ont contribué à une production agricole inférieure à la moyenne d'avant la crise.

De plus, cette année les ménages ont fait face à des pluies diluviennes qui se sont abattues et ont détruits de nombreuses demeures et champs notamment dans les villages situés le long des rivières Oubangui et Ouaka. Ces inondations ont eu un impact sur les cultures vivrières, mais également sur le démarrage de la campagne maraîchère par la perte de semences et des outils.

Une étude conduite par la FAO¹ a également fait état de la présence de la maladie du manioc à Kémo et les ménages enquêtés d'Ombella M'Poko, Ouham Pendé et Vakaga lors de l'ENSA ont également rapportés avoir été affectés par cette maladie du manioc.

Comparée à l'année passée à la même période (janvier 2019), le prix moyen du manioc affiche une augmentation importante (**+25%**), cette variation concerne la plupart des localités enquêtées. Tandis que le prix moyen du riz affiche une augmentation non négligeable de **8 pour cent**. L'augmentation considérable des piliers de l'alimentation centrafricaine (manioc et riz) va réduire le pouvoir d'achat des ménages et des populations vulnérables qui dépendent des marchés.

OÙ ET QUI SONT LES PERSONNES FAISANT FACE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?

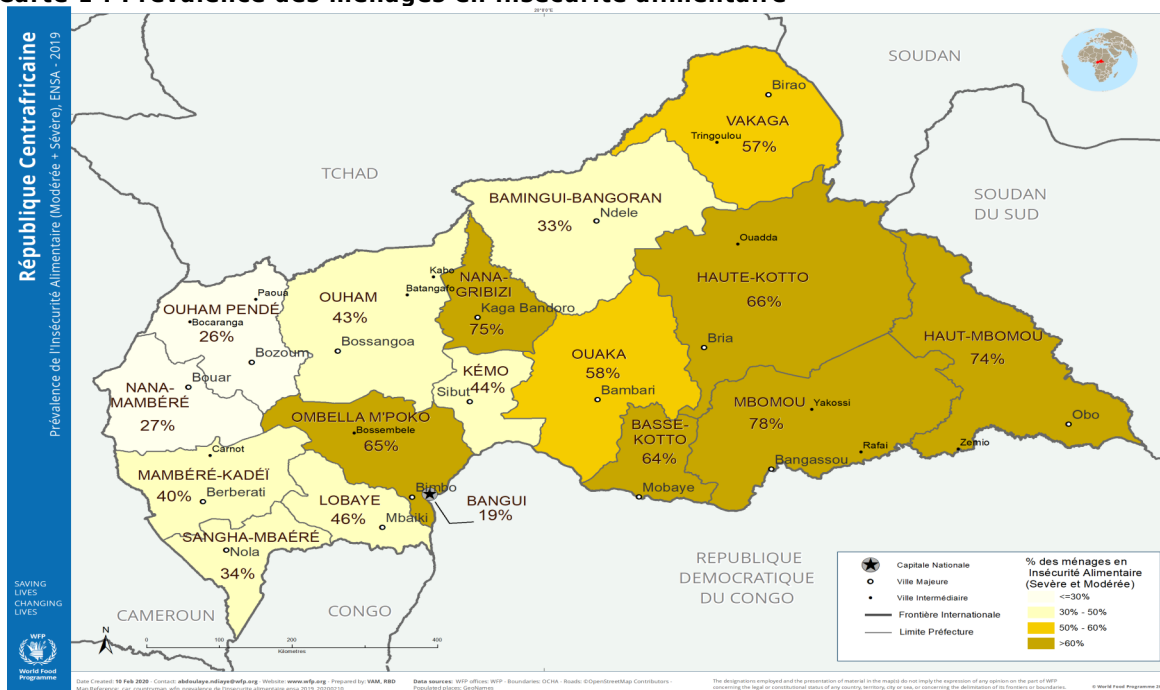
L'insécurité alimentaire présente des disparités relativement importantes en fonction des préfectures, du milieu de résidence et selon la catégorie de population. Le Mbomou, Nana Gribizi et Haut Mbomou sont les préfectures ayant la plus haute proportion de ménages en insécurité alimentaire.

L'insécurité alimentaire touche plus souvent les ménages dans les zones rurales (51%) que ceux dans les zones urbaines (29%) du pays.

Les préfectures avec le plus grand nombre de personnes en insécurité alimentaire sont : Ombella M'Poko (275 000), Ouaka (189 000), Ouham (188 000), Basse Kotto (187 000) et Mambéré Kadéï (173 000). Ces cinq préfectures totalisent à elles seules la moitié des personnes en insécurité alimentaire. Les interventions humanitaires et de résilience devront prendre en compte cette dimension importante des personnes en insécurité alimentaire surtout dans un contexte de rareté des ressources.

Les ménages retournés (ex. déplacés ou réfugiés), les déplacés en famille d'accueil et ceux dans les sites/enclaves sont particulièrement touchés par l'insécurité alimentaire et sont souvent dans une situation de grande vulnérabilité économique. Chez les ménages déplacés, 33 pour cent pratiquent l'agriculture ou le maraîchage, 25 pour cent le travail journalier et 14 pour cent vivent de la mendicité ou de l'assistance. Chez les retournés, 59 pour cent pratiquent l'agriculture ou le maraîchage comme source principale de revenu. Une faible partie d'entre eux ont accès à la terre (50% chez les déplacés comparés à 79% chez la population hôte), et moins de 6 pour cent possèdent du bétail.

Carte 1 : Prévalence des ménages en insécurité alimentaire



Source: ENSA 2019

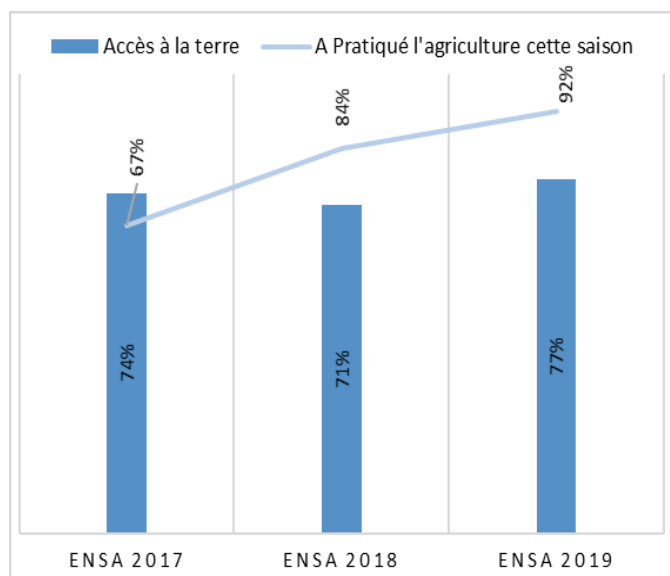
¹ FAO (24 au 26 juillet 2019). Mission d'investigation de la maladie du manioc dans le village Bahiri sur l'axe Dékoa-Kaga-Bandoro.

Raisons de l'insécurité alimentaire

POURQUOI SONT-ELLES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE OU DE VULNÉRABILITÉ ?

Faiblesse du secteur agricole : L'agriculture joue un rôle central dans les moyens d'existence de la majorité de la population centrafricaine. De ce fait l'accès à la terre est essentiel pour la relance agricole. Selon l'ENSA 2019, on observe une augmentation des ménages rapportant avoir accès aux champs ; au niveau national 77 pour cent des ménages avaient accès aux champs en 2019 comparé à 71 pour cent en 2018. Les femmes dirigeant un ménage (69%) ont un accès plus restreint à une parcelle de terrain/champ contre 80 pour cent pour les ménages dirigés par les hommes. On remarque également cette année une augmentation importante de la proportion des ménages qui se consacrent à la pratique de l'agriculture (92%) par rapport aux trois dernières saisons agricoles.

Graphique 1 : Évolution de l'accès à une terre cultivable et pratique de l'agriculture



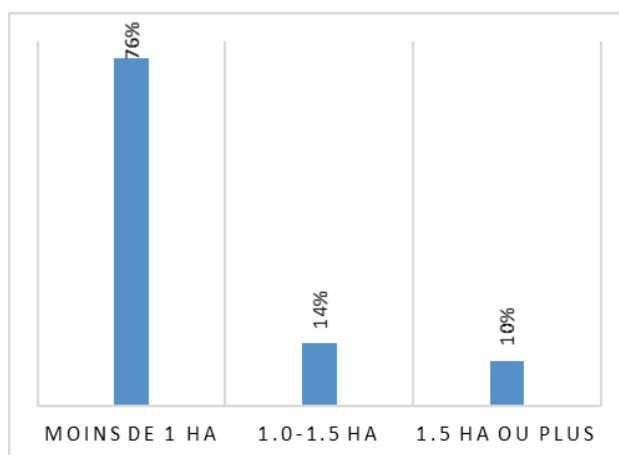
Source: ENSA 2019

Cependant l'agriculture en RCA continue de souffrir de problèmes structurels et conjoncturels. La production des cultures vivrières reste insuffisante.

(1) Petite taille des parcelles : environ 76 pour cent des ménages agricoles cultivent moins de 1 hectare et 19 pour cent cultivent moins de 2 hectares. La très grande majorité des ménages dans presque toutes les préfectures cultive de petites parcelles agricoles (moins de 1 hectare) sauf ceux de Bamingui Bangoran et la Lobaye (20% ont cultivé plus de 1.5 hectares), Mambéré Kadéï (18% ont plus de 1.5 ha) et Ouham Pendé (15% ont plus de 1.5 ha).

Ménages n'ayant pas cultivés plus de 2 ha sont plus souvent touchés par l'insécurité alimentaire

Graphique 2 : Proportion de la superficie (en ha) des parcelles exploitées par le ménage



(2) Techniques de production encore archaïques : les petits producteurs constituent la grande majorité des agriculteurs et de la population rurale. Leurs exploitations de type familial sont de petite taille et utilisent des méthodes traditionnelles. L'équipement de production est essentiellement limité aux outils manuels ou aux machines simples et à la traction animale.

Seuls, 10 pour cent des ménages ont une pousse-pousse/brouette et 86 pour cent des ménages ont un petit outil agricole (daba, houe, machette/hache). Plus de 90 pour cent des ménages n'ont ni machine de transformation motorisée (moulin à manioc), ni machine de transformation agricole manuelle (moulin à pâte) et 99 pour cent n'ont pas de charrette ou de charrue.

Plus de 60% des ménages ruraux n'ont pas accès à des semences

(3) **Difficulté d'accès à des intrants agricoles** : les difficultés d'approvisionnement continuent de se poser avec acuité en termes de disponibilité et d'accessibilité pour le producteur rural. Près de 66 pour cent des ménages ruraux qui cultivent n'avaient pas les intrants nécessaires (semences ou engrais) pour cultiver cette saison. La majorité des ménages dans la Haute Kotto (85%), la Basse Kotto (79%), la Lobaye (79%), la Ouaka (77%) et la Vakaga (75%) n'avaient pas les intrants dont ils avaient besoin cette saison.

(4) **Maladie du manioc** : la FAO a conduit une mission en juillet 2019 dans la sous-préfecture de Dékoa (Kémo) qui a confirmé que trois communes de la préfecture de Kémo sont touchées (Guiffra, Dékoa et Tilo) par des cas de pourritures multiformes des tubercules dans les parcelles du manioc. Les ménages enquêtés lors de l'ENSA 2019 dans les préfectures d'Ombella M'Poko, l'Ouham Pendé, Mbomou et Vakaga ont également rapporté que leurs champs sont affectés par la maladie du manioc. Cette maladie a limité non seulement la production actuelle, mais elle va aussi impacter la disponibilité des boutures saines pour une nouvelle campagne agricole.



WFP/Bruno Djoyo

(5) **Inondation** : De fortes précipitations ont été enregistrées dans la Basse-Kotto, Lobaye, Mbomou, Nana-Gribizi, Ombella M'Poko, Ouaka et Ouham ainsi que des précipitations non négligeables ailleurs dans le pays. La plupart des régions du sud et sud-ouest du pays constituant le bassin de la rivière Oubangui ont enregistré des fortes pluies qui ont augmenté le niveau d'eau de la rivière Oubangui ce qui a déclenché des inondations le long des villages de l'Oubangui et de la Ouaka. Ces inondations ont affecté plus de 100 000 personnes² vivant dans des zones sujettes aux inondations, ainsi que plus de 8 000 hectares de cultures. Il est important de mesurer l'étendue de ces inondations sur la production vivrière et la sécurité alimentaire des ménages dans les zones touchées.



WFP/Souleika Abdillahi

² OCHA RCA (12 décembre 2019). Aperçu de la situation humanitaire suite aux inondations.

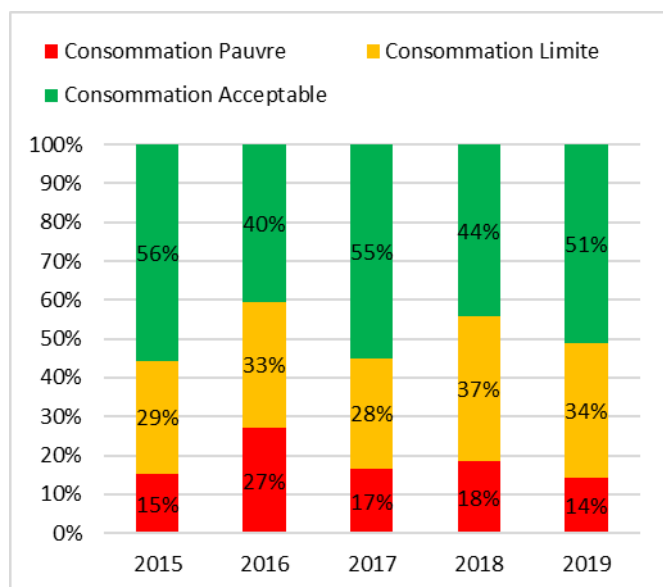
Dépendance aux marchés comme source principale d'approvisionnement

Au niveau national, plus de 49 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire insuffisante qui ne permet pas de mener une vie active et saine. Cette situation est particulièrement alarmante chez les ménages retournés (77%) ainsi que chez les ménages déplacés en site ou en famille d'accueil (61%) avec notamment une consommation alimentaire jugée inadéquate (pauvre ou limite).

Une consommation alimentaire insuffisante

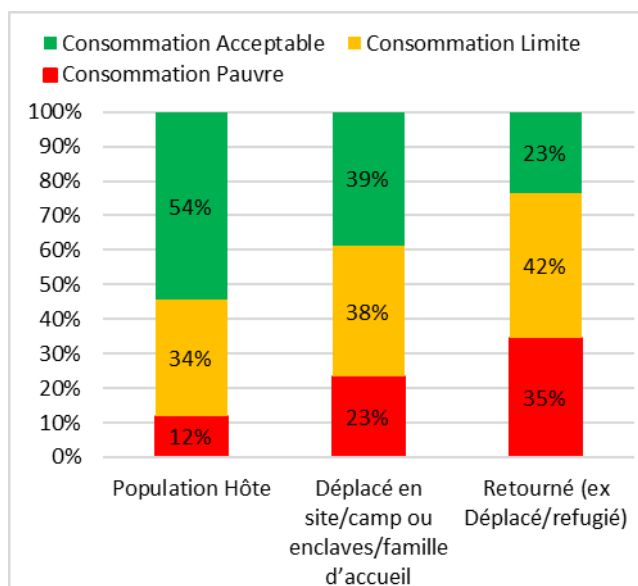
Cependant l'analyse comparative du score de consommation alimentaire en décembre 2018 montre une amélioration de la consommation alimentaire, imputable à l'accalmie et au retour de population dans la zone ouest du pays mais en même temps on peut observer l'intensification du conflit dans certaines zones telles que le nord-est (Vakaga) réduisant l'accès des ménages à une alimentation saine et nutritive.

Graphique 3 : Évolution de la prévalence du score de consommation alimentaire



Source: ENSA 2015-2019

Graphique 4 : Consommation alimentaire par statut de résidence



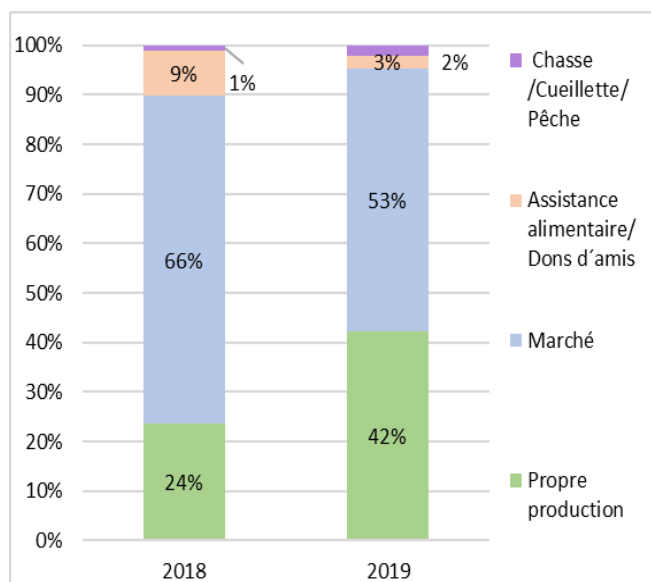
L'analyse des principales sources des aliments consommés par les ménages illustre que 53 pour cent des ménages ont recours aux marchés pour satisfaire à leurs besoins alimentaires.

Plus de 50% des ménages sont dépendants des marchés

Comparée à l'année dernière à la même période la dépendance des ménages aux marchés a diminué de 13 points de pourcentage traduisant à l'utilisation plus importante de la propre production du ménage. Au niveau national, environ 3 pour cent des ménages ont rapporté que les aliments tels que les céréales, les légumineuses et l'huile consommés les sept derniers jours proviennent de l'assistance alimentaire. Cependant, 33 pour cent des ménages de Haut Mbomou, 11 pour cent de ceux de la Nana Gribizi et 9 pour cent de ceux de Vakaga ont indiqué dépendre de l'assistance alimentaire pour satisfaire à leurs besoins alimentaires.

La vulnérabilité des ménages faisant face aux conflits et la violence s'est exacerbée

Graphique 5 : Évolution des principales sources des aliments



Source: ENSA 2018-2019

Chocs récurrents et recours à des stratégies d'adaptation négatives et irréversibles

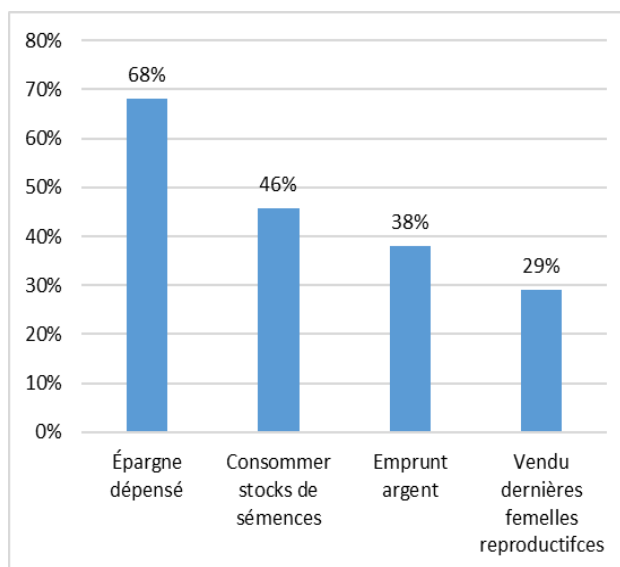
Les ménages font face à plusieurs types de chocs qui contribuent à l'érosion de leurs capacités d'adaptation et à l'accentuation de l'insécurité alimentaire dans certaines zones du pays. Il s'agit principalement (i) de l'augmentation irrégulière des dépenses de santé (16% des ménages) ; (ii) des décès d'un membre du ménage (14%) ; (iii) de l'insécurité/pillages/déplacements forcés (15%) ; des maladies des cultures (10%) et (iv) la hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés (6%).

En effet, les ménages ayant été affecté par des chocs liés aux conflits (insécurité, pillage et déplacements forcés) recourent beaucoup plus souvent à des stratégies d'adaptation irréversibles pour pallier au manque de nourriture ou d'argent pour s'en procurer.

Les trois quarts des ménages (76%) ont recours à des stratégies d'adaptation³ nuisibles qui affectent la productivité future du ménage. Plus de 37 pour cent des ménages adoptent des stratégies de stress, 30 pour cent adoptent des stratégies de crise et 9 pour cent recourent à des stratégies d'urgence.

Les ménages font le plus souvent recours aux stratégies tels que la dépense de l'épargne (68%), la consommation des stocks de semences (46%), l'emprunt d'argent (38%), la vente des dernières femelles reproductrices ainsi que la vente des actifs domestiques (29%) lorsqu'ils font face à des difficultés d'accès à l'alimentation ou aux ressources financières pour accéder à une alimentation saine et nutritive

Graphique 6 : Proportion des ménages ayant eu recours à une stratégie d'adaptation



Source: ENSA 2019

³. Les stratégies adoptées au cours de 30 derniers jours par les ménages pour pallier à un manque de nourriture ou d'argent ont été regroupés en trois catégories. Les catégories sont : (1) stratégies de stress (vendre des biens domestiques, dépenser l'épargne, emprunter de l'argent/nourriture) ; (2) stratégies de crise (vendre des biens productifs/moyens de transport, réduire les dépenses non-alimentaires essentielles, retirer les enfants de l'école) ; (3) stratégies d'urgence (vendre maison/parcelle de terrain, pratiquer activités illégales, mendier).

Faiblesse du capital productif et des capacités d'investissement

Inaccessibilité à des points d'eau potable : A l'échelle nationale, les ménages utilisant les points d'eau potable comme les bornes fontaines (38%) jouissent d'une bien meilleure prévalence de la sécurité alimentaire que les utilisateurs des eaux de surface. En effet, environ 55 pour cent de ces derniers sont en insécurité alimentaire. Ainsi une approche intégrée visant à coupler l'assistance alimentaire au traitement et à la prévention de la malnutrition ainsi que la construction et/ou la réhabilitation d'infrastructures d'accès à l'eau est fortement conseillée.

Ménages ne pouvant accéder à des points d'eau potable sont plus souvent affectés par l'insécurité alimentaire

Le faible capital productif limite les capacités d'investissement dans les activités agricoles et économiques sur l'ensemble du pays. En effet, environ 23 pour cent n'ont pas eu accès à une parcelle de terrain ou champs.

Environ 8 pour cent des ménages n'ont pas cultivé cette année en raison principalement de l'insécurité pendant la période des travaux champêtres (26%), du manque de moyens financiers (19%) et du manque ou insuffisance de main d'œuvre (15%).

En dépit des difficultés d'accès à des sources de financement approximativement 9 pour cent des ménages ont rapporté avoir contracté une dette pour financer l'achat des équipements de production ou des intrants agricoles.

Environ 22 pour cent des ménages ont rapporté avoir reçu une assistance alimentaire (distribution générale des vivres ou autres interventions de relance de l'agriculture) au cours des six derniers mois des acteurs humanitaires. Les pourcentages les plus élevés sont dans les préfectures de Haut Mbomou (71%), Nana Gribizi (58%), Haute Kotto (55%), Ouham (53%) et Basse Kotto (41%) ce qui semble avoir permis une relative stabilisation et même une très légère amélioration de l'insécurité alimentaire.



WFP/Bruno Djoyo

Recommandation

Suite à l'analyse des résultats de cette enquête les recommandations suivantes ont été émises.

- ⇒ Poursuivre l'assistance alimentaire d'urgence au profit des déplacés et des ménages hôtes très pauvres, prioritairement dans les préfectures à forte prévalence d'insécurité alimentaire ainsi que dans les zones avec des populations totalement enclavées ;
- ⇒ Poursuivre les mesures de relance des moyens d'existence (interventions de création d'actifs productifs) pour les plus vulnérables des personnes retournées et de la population hôte ainsi que les déplacés ayant accès à des terres cultivables. Ces mesures doivent concerner en priorité l'accompagnement des agriculteurs aux semences agricoles, aux outils et l'amélioration des infrastructures communautaires (piste, aménagement des parcelles, promotion de l'irrigation, magasin de stockage) ;
- ⇒ Améliorer l'approvisionnement en eau, la sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement ;
- ⇒ Mener une évaluation pour mesurer l'impact de la maladie du manioc, des inondations ainsi que la situation zoo-sanitaire sur les disponibilités alimentaires et la sécurité alimentaire ;
- ⇒ Continuer de relever chaque mois les variations des prix du manioc ainsi que toutes les denrées de base du pays dans les prochains mois et rapporter à la communauté humanitaire ;
- ⇒ Fournir et étendre l'appui en semences de contre-saison et engrais tout en respectant le calendrier agricole, particulièrement au profit des agriculteurs pauvres permettant aux ménages d'obtenir de meilleures récoltes et leur assurant une meilleure sécurité alimentaire ;
- ⇒ Renforcer la prévention de la malnutrition sous toutes ces formes, surtout chez les groupes vulnérables (ex. enfants < 6-59 mois, les femmes enceintes et allaitantes) ; soutenir l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants (distribution de suppléments nutritionnels, sensibilisation sur les bonnes pratiques), adopter une approche intégrée (programme de prise en charge de la malnutrition aigüe, la santé, l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement et la sécurité alimentaire) ;
- ⇒ Renforcer le système de dépistage actif, de référencement et de prise en charge des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aigüe au niveau communautaire et au niveau des centres de santé opérationnels en s'assurant du continuum de soins. Renforcer l'utilisation de cliniques mobiles pour élargir la couverture du programme ;
- ⇒ Renforcer les ressources et la capacité des structures sanitaires afin de permettre aux populations vulnérables d'avoir un accès adéquat à des soins vitaux ;
- ⇒ Maintenir les efforts de coordination, pour éviter les chevauchements et les duplications des interventions humanitaires avec l'adoption d'une approche intégrée pour le cluster de sécurité alimentaire, de nutrition, de santé et d'eau, hygiène et assainissement ;
- ⇒ Renforcer la protection des populations dans ce contexte de violence en mettant un accent particulier sur les femmes et les enfants qui sont les premières victimes des exactions commises par les groupes armés.

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter:

INSTITUT CENTRAFRICAIN DES
STATISTIQUES ET DES ETUDES
ECONOMIQUES ET SOCIALES (ICASEES) :

Blaise Bienvenu ALI blaisebienvenu@yahoo.fr

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL en
République Centrafricaine :

Gian Carlo CIRRI giancarlocirri@wfp.org

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sont disponibles:
<http://vam.wfp.org/>



vam
food security analysis